Que sont la microéconomie et la macroéconomie ?

I. La microéconomie

A. Objet, objectif et démarche de la microéconomie

1) Objet et objectif de la micro-économie

La théorie microéconomique étudie les comportements économiques des individus pris en tant que consommateurs et producteurs, dans le cadre d'économies de marché.

Comme toute théorie économique, la micro-économie ne décrit pas la réalité mais propose une représentation simplifiée du fonctionnement de l'économie afin de dégager des lois pouvant permettre de comprendre les phénomènes économiques généraux.

2) La démarche de l'analyse microéconomique

La micro-économie standard, nait avec l'émergence de l'école néoclassique marginaliste fin du XIX^e siècle. Elle s'appuie sur deux hypothèses : la première consiste à penser les agents économiques comme des individus rationnels, la seconde concerne le fonctionnement concurrentiel des marchés.

2.1) L'hypothèse de rationalité

On qualifie de rationnel un comportement qui relève d'une raison utilisée méthodiquement. Le rationalisme exclut donc le domaine des passions ou encore celui de l'impulsion, de même que l'irrationnel tel que le « surnaturel ». *A priori* le rationnel relève donc du calcul ; cependant, il faut distinguer la rationalité axiologique de la rationalité économique. La première renvoie selon Max Weber (1864-1920) à un comportement dicté par les valeurs qu'un individu a adoptées. Par exemple, un attachement à des valeurs d'égalité et de justice sociale peut conduire un individu à accepter l'impôt progressif sur les revenus et de la sorte à

refuser toute solution visant à payer moins d'impôts...! De la même manière, c'est parce qu'ils étaient animés par des valeurs particulières (tel l'honneur) que des capitaines de navire ont pu se laisser couler avec celui-ci... Selon Maurice Allais (prix Nobel en 1988), la seconde forme de rationalité qualifie un individu de rationnel s'il poursuit des fins cohérentes et qu'il emploie des moyens appropriés à celles-ci. Il s'agit alors d'une rationalité en finalité selon M. Weber. L'action humaine est dans ce cadre dominée par la logique donc le raisonnement et le calcul. La recherche de l'efficience c'est à dire la poursuite d'un objectif au prix d'un minimum d'effort (donc de coût) est caractéristique de cette forme de rationalité. L'archétype d'un tel comportement est fourni par la métaphore de l'homo-oeconomicus, être abstrait totalement rationnel dont les comportements économiques (de consommation, d'épargne, de production, d'investissement...) visent l'efficacité et la satisfaction la plus élevée possible, en fonction de ressources, donc de contraintes, données.

Les économistes marginalistes donnent une définition assez large de la rationalité en ce sens qu'ils supposent que les individus peuvent classer les alternatives dont ils disposent par ordre de préférence, que leurs capacités de calculs sont illimitées et qu'ils cherchent systématiquement à maximiser leur satisfaction. À cette fin, les individus sont supposés faire le meilleur usage possible des ressources dont ils disposent en tenant compte des contraintes qui s'imposent à eux, notamment liées à l'existence de ressources (monétaires, temporelles) limitées. Cette forme de rationalité est qualifiée de substantielle au sens d'Herbert Simon (1916-2011; prix Nobel 1978); elle part du principe que les individus disposent immédiatement de toute l'information nécessaire pour prendre une décision et que celle-ci sera inévitablement la meilleure parmi toutes les décisions comparables possibles.

Cependant de nombreux auteurs, et particulièrement H Simon, critiquent cette vision des choses ; en effet, le principe selon lequel chacun agirait systématiquement de façon rationnelle est contestable. De plus, les informations dont disposent les agents économiques sont limitées, comme le sont du reste leurs capacités de calcul. Aussi les choix qu'ils réalisent sont-ils déterminés à partir d'un ensemble restreint d'alternatives et sur la base de renseignements imparfaits. H Simon en déduit que la rationalité des individus n'est que procédurale : c'est davantage le processus de décision que le contenu même des décisions qui s'avère qualifiable de rationnel.

2.2) L'hypothèse des marchés concurrentiels

L'analyse microéconomique standard postule que les individus agissent sur des marchés où règne la concurrence. De plus, l'environnement des agents est « certain » en ce sens que l'information est parfaite et les coûts de transaction inexistants. C'est la remise en cause de ces dernières hypothèses qui est à l'origine, récemment, de l'émergence de la nouvelle microéconomie.

L'archétype des marchés concurrentiels est le marché de concurrence pure et parfaite. Celui-ci se définit par cinq hypothèses.

1) Atomicité du marché

Il existe un très grand nombre de producteurs et d'acheteurs sur le marché; aucun agent n'a un poids suffisant pour influencer les transactions, donc le prix, sur le marché.

2) Libre entrée et sortie

N'importe quel agent qu'il soit offreur ou demandeur, est libre de participer ou non aux transactions sur le marché. Cela suppose notamment qu'aucune réglementation ne vienne limiter le souhait d'un agent de produire et de vendre un bien ou un service (aucune barrière à l'entrée).

3) Homogénéité des produits

Sur un marché donné les biens ou services offerts sont homogènes, c'est-à-dire de nature identique. Les consommateurs sont ainsi indifférents à l'entreprise à laquelle ils s'adressent. Il n'y a pas d'effet de marque. La concurrence entre les entreprises ne porte que sur les prix et non sur les caractéristiques spécifiques des biens ou services offerts.

4) Mobilité des facteurs de production

Le capital et le travail sont parfaitement mobiles. Ils peuvent se déplacer sans délai d'une entreprise à une autre, d'une branche à une autre ou d'un marché à un autre.

5) Transparence

L'information des agents économiques est parfaite, c'est-à-dire disponible immédiatement et sans coût. Ainsi, chacun connaît en même temps et gratuitement toutes les quantités offertes et demandées par tous les agents, aux différents prix.

Les deux premières conditions (atomicité et libre entrée) garantissent que le marché est pur de tout élément de monopole ; les trois autres hypothèses permettent aux mécanismes de la concurrence de jouer pleinement leur rôle.

B. La micro-économie : science de la rareté donc des choix

1) La rareté amène à faire des choix

Les hommes ont un grand nombre de besoins à satisfaire, mais les ressources (monétaire, temporelles...) dont ils disposent pour cela existent en quantité limitée. La microéconomie est donc la science des choix rendus nécessaires par la rareté des ressources.

Si l'abondance régnait sur terre, les questions consistant à savoir ce qu'il faut produire, combien, comment et pour qui produire serait nulles et non avenues! En effet, si les ressources étaient illimitées, on produirait tout, n'importe comment et pour tout le monde, jusqu'à saturation des besoins. Mais, sur notre planète, les ressources sont rares; on ne peut donc pas tout produire jusqu'à saturation des besoins. Ainsi, parmi l'ensemble des possibilités de production, il faut faire des choix. Une fois décidée la production d'un bien particulier, il faut encore choisir la méthode de production utilisée afin d'économiser les ressources dont on dispose.

La réponse aux questions « que produire, combien et comment produire » doit permettre de solutionner le problème de *l'allocation des ressources*, central dans l'analyse micro-économique.

Mais au problème de l'allocation se greffe celui de la répartition des ressources (c'est-à-dire la question « pour qui produire la richesse »). En situation d'abondance, ce qui est consommé par l'un ne peut faire défaut à l'autre. En situation de rareté ce n'est plus le cas ; ce qui est affecté à l'un vient en déduction pour l'autre. La répartition des richesses issues de la production entre les agents économiques peut alors faire l'objet d'un débat. Pourtant, dans l'analyse micro-économique, cette question est secondaire au regard du fait que le marché dispose des vertus permettant une juste répartition des ressources.

2) La rareté entraine des coûts

Lorsque des ressources en temps, en matières premières, en travail, en capital... sont utilisées pour la production d'un bien, elles ne sont plus disponibles pour la production d'un autre bien. Choisir entre les différents usages possibles des ressources rares disponibles amène à donc faire des sacrifices, ce que l'économiste traduit en termes de coûts d'opportunité. Ils désignent la satisfaction qu'aurait procuré le choix le meilleur possible parmi tous les autres choix disponibles.

C. L'analyse microéconomique suggère un modèle pour atteindre le « meilleur des mondes »...

1) La microéconomie comme science normative

Compte tenu des hypothèses sur lesquelles elle se base, l'analyse microéconomique standard aboutit à faire du marché un instrument de régulation automatique de l'économie. En effet, dès lors que le marché est doté de qualités concurrentielles « pures et parfaites », tout déséquilibre se corrige de lui-même. On retrouve derrière ce postulat, la théorie de la main invisible d'A. Smith (1723-1790). Selon cet auteur, un équilibre économique spontané se réalise grâce à la concurrence et à l'intérêt « égoïste » des hommes, et cet équilibre est en même temps source d'harmonie sociale. En d'autres termes, la somme des intérêts individuels converge vers l'intérêt collectif. Dès lors, l'analyse microéconomique suggère que la seule intervention possible des pouvoirs publics consiste à mettre en œuvre tous les moyens permettant de rapprocher l'économie réelle du modèle de CPP.

2) La coordination par les prix : instrument déterminant du bon fonctionnement de l'économie

Les prix qui s'établissent sur les marchés par confrontation entre l'offre et la demande, sont des informateurs et à ce titre, ils guident les actions de l'homo-economicus. Un prix élevé est révélateur de la rareté relative d'un bien ; il pousse à produire davantage de ce bien ce qui accroit son offre et il incite en contrepartie à en consommer moins ce qui réduit sa demande. Par le jeu de la flexibilité des prix n'importe quel marché se trouve donc spontanément équilibré. La théorie de l'équilibre général développée par Léon Walras (1834-1910) en 1874 (Éléments d'économie politique pure) élargit cette description du fonctionnement d'un marché quelconque à tous les marchés constitutifs de l'économie pour aboutir à l'idée que l'équilibre macroéconomique est spontanément réalisé dans un contexte de CPP.

3) L'équilibre général débouche sur le bien-être collectif...

V. Pareto a démontré que l'équilibre général walrasien, (1848-1923) était aussi une situation d'optimum c'est-à-dire dans laquelle on ne peut pas améliorer le bien-être d'un individu sans détériorer celui d'un autre.

À l'équilibre, il n'est pas possible d'accroitre en même temps l'utilité de tous les consommateurs et les profits de tous les producteurs. Toute amélioration de la situation d'un agent se fait au détriment d'un autre agent. L'économie de marché de concurrence pure et parfaite apparait

donc comme le système économiquement et socialement le plus efficace puisqu'il garantit l'allocation optimale des ressources et le bien être de toute la collectivité.

En revanche, en termes d'équité, il n'y a aucune raison que le marché assure l'émergence d'une juste répartition des richesses produites. Il peut s'accompagner de grandes inégalités dans les situations individuelles. Tout un pan de l'analyse libérale justifie l'existence de ces inégalités en les présentant comme nécessaires au bon fonctionnement du système économique.

4) ... sous certaines conditions

Pour que le marché puisse assurer une fonction régulatrice, il faut qu'il puisse recenser toutes les informations concernant les souhaits des agents économiques ainsi que les conséquences des actions qu'ils effectueront. Or ce n'est pas toujours le cas pour deux raisons majeures. D'une part, les acteurs économiques ne révèlent pas forcément leurs préférences lorsque celles-ci portent sur des biens collectifs, c'est-à-dire des biens non rivaux et non excluables. Dans un tel cas de figure, les acteurs économiques adoptent un comportement de « passager clandestin » (M. Olson), chacun cherchant à ne pas révéler sa demande pour éviter de payer le prix, en attendant qu'un autre le fasse.

Un bien est qualifié de non rival lorsque sa consommation par un individu ne réduit pas la possibilité de le consommer par d'autres individus.

La non-exclusion (par les prix) d'un bien signifie qu'il n'est pas possible de réserver son utilisation aux agents économiques disposés à en payer le prix; c'est le cas par exemple pour l'éclairage public, la Défense nationale, un phare maritime etc. En effet, une fois produit pour un agent, le bien est automatiquement produit pour tous les autres et le rationnement par les prix est impossible.

D'autre part, le marché ne peut pas prendre en compte toutes les conséquences des actions économiques (consommation et production) des hommes qui modifient pourtant l'utilité (le bien être) d'autres acteurs. Ainsi lorsque quelqu'un prend sa voiture pour se déplacer, la pollution qu'il engendre dégrade l'environnement de tous sans pour autant que cet effet ne soit enregistré de façon monétaire par le marché... Il s'agit là d'externalités (ou effets externes) dont la présence, non comptabilisée par les marchés, aboutit à fausser les décisions prises par chacun. Il en résulte qu'il est impossible d'atteindre un optimum social. En effet, en cas d'externalité négative par exemple, l'équilibre du marché

se traduit par un niveau de production et de consommation plus élevé qu'il ne le faudrait pour atteindre l'optimum de Pareto; on produira et consommera par exemple trop de véhicules automobiles générant une pollution importante.

D. La micro-économie : une analyse marginaliste en évolution

1) Le raisonnement marginaliste au cœur de la microéconomie et d'une nouvelle conception de la valeur

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, Stanley Jevons (1835-1882), Karl Menger (1840-1921) et Léon Walras (1834-1910) vont fournir une dimension scientifique à l'analyse classique en conservant l'idée consistant à démontrer les vertus autorégulatrices du marché. Leurs travaux, qui sont à l'origine de la théorie néoclassique, mettent en avant une analyse qualifiée de marginaliste. Elle part de l'analyse de la rente différentielle développée par David Ricardo et repose sur le principe selon lequel c'est l'utilité marginale des biens et services, donc le supplément de satisfaction qu'ils apportent, qui détermine leur valeur. À l'instar des biens, le salaire qui mesure le prix du travail (donc d'un service particulier) est déterminé par l'utilité qu'un travailleur supplémentaire apporte à un producteur. Il est donc égal à la productivité marginale du travailleur. Cette conception utilitariste de la valeur (développé d'abord par Étienne Bonnot de Condillac (1715-1780) et Jean-Baptiste Say (1767-1832)), s'oppose à celle qui avait été développée auparavant par les économistes classiques tels que Smith et Ricardo. Selon eux, la valeur des biens et services est déterminée par la quantité de travail nécessaire à les produire (théorie de la valeur travail incorporé) ou par la quantité de travail nécessaire pour les obtenir (théorie de la valeur travail commandé ou échangé). Ce n'est pas la conception de Walras selon qui la valeur réside dans l'utilité et la rareté des biens et services. Avec lui la conception de la valeur devient subjective, car la valeur provient non pas intrinsèquement des biens économiques et de la quantité de facteurs productifs nécessaires pour les fabriquer, mais de la perception des hommes et notamment de la satisfaction que la consommation leur procure.

2) Évolution de l'analyse microéconomique

Depuis le début des années 1970, on voit émerger une « nouvelle microéconomie » qui résulte essentiellement de l'intégration d'un certain nombre de critiques faites à l'encontre de la microéconomie standard. En particulier, les développements récents de la microéconomie cherchent à

prendre en compte l'imperfection de l'information sur les marchés, l'inexistence d'un système de marché complet et l'existence d'interactions entre les individus dans leurs prises de décisions économiques. Ces analyses s'appuient sur des nouveaux outils d'analyse tels que la théorie des jeux et l'économie de l'information.

II. La macroéconomie

A. Définition, objectifs et origines de la macroéconomie

1) Définition et objectifs de la macroéconomie

La macroéconomie est la branche de l'économie qui analyse la production dans son ensemble et plus généralement l'activité économique au niveau global. Le terme est introduit en 1933 par l'économiste norvégien Ragnar Frisch (1895-1973). Il s'agit d'une approche théorique qui aborde l'économie par le biais des agrégats économiques ou des ratios. Les premiers sont des grandeurs monétaires fournies par la comptabilité nationale et calculées par sommation, c'est à dire par addition successive, caractéristiques de l'activité économique; le PIB, le revenu, l'investissement global, la consommation globale, l'inflation... en sont des illustrations. Quant aux ratios, ils sont l'expression en valeurs relatives, des grandeurs précédentes. Il s'agit par exemple du taux de marge, du taux d'investissement, du taux d'épargne,...

Contrairement à la microéconomie, dans laquelle les marchés constituent le point de départ du raisonnement, la macroéconomie met le circuit économique au centre de son analyse. Cependant, loin d'être opposée à la microéconomie, la macroéconomie en constitue davantage complément puisqu'elle permet d'étudier les comportements des agents économiques au niveau d'une nation ou au niveau mondial, et de repérer effets globaux résultant de ces comportements. Ainsi la macroéconomie permet-elle de comprendre la croissance, le chômage, l'inflation, les déséquilibres des échanges extérieurs. Elle constitue à ce titre un outil essentiel de la conduite des politiques économiques des États car elle est notamment censée permettre de prévoir les effets d'une politique économique sur les grandes variables économiques. À ce titre, elle s'appuie sur des modèles mathématiques-économiques complexes que de nombreuses institutions telles que l'INSEE (Institut national des statistiques et des études économiques), l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), le FMI (Fond monétaire international). l'OFCE (Observatoire français des conjonctures